

**SOMMAIRE****ENERGIE – CLIMAT**

- Le Labour dévoile son plan pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030
- Un rapport du National Audit Office souligne les faiblesses de la filière de gaz de schiste en Angleterre

ENVIRONNEMENT

- La mise en place de l'ultra low emission zone (ULEZ) dans le centre de Londres porte ses fruits
- Un rapport parlementaire pointe la faiblesse des pouvoirs de la future agence environnementale
- Près de 8M de citrouilles seront jetées à l'occasion de la fête d'Halloween

TRANSPORT

- Les financements alloués aux services de bus ont été réduits de 40% au cours de la dernière décennie

NUMERIQUE

- Facebook accepte de payer 500 000€ suite au scandale Cambridge Analytica
- Vodafone inaugure son nouveau hub numérique à Londres
- Un fonds de private equity américain rachète l'entreprise britannique Sophos pour 3,1Md€
- Bayer ouvre un centre de recherche au Royaume-Uni spécialisé en intelligence artificielle
- L'utilisation de la reconnaissance faciale pour le contrôle d'identité fait polémique

SERVICES PROFESSIONNELS

- Les ratés de l'externalisation public-privé auraient coûté 14 Md€ à l'État depuis 2016
- Les cabinets du Big 4 ont renforcé leur position dominante dans le FTSE 100 en 2018
- Les parlementaires accusent PwC et EY de complicité dans la faillite de Thomas Cook
- Le FRC alerte sur le manque de femmes associées dans les cabinets d'audit

REGIONS

- Le Nord-Est de l'Angleterre pourrait être la région britannique la plus affectée en cas de no deal

INDUSTRIE

- Malgré l'extension, Airbus envisage toujours d'adapter ses plans d'investissement au RU après le Brexit
- La fin de la période d'exclusivité dont bénéficiait Tata Holding fragilise la reprise de British Steel

FAIT MARQUANT : Le RU devra investir 240 Md £ pour respecter l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050

Selon un rapport du cabinet *Capital Economics*, le RU devra installer 4 000 bornes de recharge pour véhicules électriques et pompes à chaleur par jour pour respecter l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 avec comme objectif d'ici 2050 d'installer 25M de bornes électriques et 22M de pompes à chaleur. Selon le même rapport, 48,5Md€ seraient nécessaires pour moderniser le réseau de transmission d'électricité afin de faire face à une demande en hausse. Le secrétaire d'Etat aux Transports George Freeman souhaite pousser les autorités locales, compétentes dans ce domaine, et les opérateurs autoroutiers à installer plus de bornes de recharge en utilisant davantage les données disponibles pour analyser les manques et allouer les fonds publics. Seulement 2% des véhicules neufs vendus sont électriques et les 250 000 bornes de recharge existantes sont privées. Le *Committee on Climate Change*, organe indépendant qui conseille le Gouvernement sur les sujets climatiques, estime que 214 000 bornes publiques seraient nécessaires et que le reste devrait être couvert par les particuliers ayant des garages, pour atteindre l'objectif de neutralité carbone. L'installation de 22M de pompes à chaleur en remplacement des 24M de chaudières au gaz constitue un autre défi de taille et coûterait 192Md€.

ENERGIE - CLIMAT

Le Labour dévoile son plan pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 – la stratégie [ThirtyBy2030](#) élaborée par un groupe d'experts, qui comprend 4 objectifs principaux (améliorer l'efficacité énergétique, décarboner le chauffage et l'électricité et équilibrer le réseau) [décline 30 recommandations](#) visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. L'accent est mis sur l'isolation des logements, notamment les plus modestes, l'installation de 8M de pompes à chaleur ainsi que 7000 éoliennes maritimes et 2000 éoliennes terrestres. La ministre fantôme pour l'Economie, la Stratégie industrielle et l'Energie, Rebecca Long-Bailey, a indiqué que seul le Labour proposait un plan crédible de transition bas carbone aligné avec les accords de Paris tout en reconnaissant que les 5 prochaines années allaient être cruciales. Près de 850 000 emplois qualifiés dans l'économie verte seraient créés selon un groupe d'économistes du *Sustainability Resarch Institute* associé à l'université de Leeds qui a travaillé pour le Labour.

Un rapport du National Audit Office souligne les faiblesses de la filière de gaz de schiste en Angleterre – comme le révèle [un rapport](#) du *National Audit Office* (équivalent de la Cour des Comptes), le développement de la filière de gaz de schiste a été beaucoup plus lent qu'anticipé par les Gouvernements conservateurs successifs depuis 2011. Défendu par le Gouvernement actuel, l'extraction de gaz de schiste est souvent mise en avant comme un moyen d'assurer l'indépendance énergétique du pays alors même que la contestation citoyenne n'a jamais été aussi élevée. Cette contestation qui a eu des effets sur les délais d'instruction des demandes et permis d'exploration, associée à une réglementation exigeante en matière sismique, a freiné le développement des projets interrogeant sur la viabilité économique de toute la filière. La prise en compte incertaine des coûts de démantèlement en cas d'insolvabilité des entreprises concernées n'a pas encore trouvé de réponse comme le souligne également le rapport. Les orientations sur l'avenir du gaz de schiste contenues dans le *white paper* que le Gouvernement devait publier à l'été 2019 ne devraient pas être connues avant l'intronisation d'un Gouvernement fin décembre. Le Labour et les autres partis politiques ont tous appelés à interdire l'extraction de gaz de schiste en Angleterre.

ENVIRONNEMENT

La mise en place de l'*ultra low emission zone (ULEZ)* dans le centre de Londres porte ses fruits – [Un rapport](#) commandé par la mairie de Londres, 6 mois après l'introduction de [l'ULEZ](#) dans l'hyper centre londonien, indique une baisse sensible des principaux polluants atmosphériques issus des véhicules. Le rapport fait notamment ressortir que près de 77% des conducteurs respecteraient les nouvelles normes ULEZ (Euro VI Diesel et Euro IV Essence). Le rapport pointe également une baisse des émissions de dioxyde d'azote de près de 30%, de 4% et de 13% depuis 2016 des émissions de CO2 ainsi qu'une baisse du trafic routier de 3 à 9% sans que cela ne reporte le trafic en périphérie de la zone concernée. L'usage des véhicules les plus polluants aurait baissé de 38%. D'autres mesures sont nécessaires pour déterminer les impacts de l'ULEZ à long terme. [La mauvaise qualité de l'air](#) a conduit à une augmentation des pathologies cardiaques des personnes présentant de l'asthme et accidents cardiovasculaires comme le révèle un travail préliminaire de chercheurs [du Kings College](#). Les Maires de Londres et de Birmingham appellent par ailleurs à une [plus grande dévolution](#) et des moyens financiers supplémentaires pour lutter contre la pollution de l'air.

Un rapport parlementaire pointe la faiblesse des pouvoirs de la future agence environnementale – [le comité d'audit pour l'environnement](#) à la Chambre des Communes a souligné « la fragilité » et « le manque d'indépendance de l'*Office for Environmental Protection* » contenus dans [l'Environment Bill](#). Les parlementaires pointent notamment les liens trop étroits entre le futur directeur de l'agence de contrôle et le ministre en charge de l'environnement et souhaitent qu'il rapporte directement devant le Parlement. Le projet de loi actuel contiendrait des cibles en matière de qualité de l'air, d'eau, de biodiversité et de gestion des ressources et des déchets trop éloignées dans le temps et pas assez ambitieuses comme le souligne la responsable du comité dans [une lettre](#) à la ministre de l'environnement. L'agence aura cependant dans son champ de compétence le contrôle du respect des cibles en matière de lutte contre le changement climatique.

Près de 8M de citrouilles seront jetées à l'occasion de la fête d'Halloween – un record devrait être battu cette année au RU en matière de citrouilles comestibles utilisées pour [la fête d'Halloween](#) puis jetées. L'équivalent de 18

000 tonnes de citrouilles, décorées et utilisées en lanternes, ira directement à la poubelle sans avoir été consommées. Ces déchets devraient peser un peu plus dans le montant total de déchets alimentaires qui coûte chaque année près de 15Md£ au contribuable britannique.



Le financement que les collectivités locales anglaises allouent aux services de bus a été réduit de 40% au cours de la dernière décennie – Une étude du groupe « *Campaign for Better Transport* » a en effet révélé que cette baisse des financements a entraîné la réduction ou la suppression de plus de 3000 services de bus en Angleterre. Le financement annuel consacré aux bus est aujourd’hui 400M £ moins élevé que son niveau de 2009 et plus de la moitié des collectivités locales ont réduit les crédits fléchés vers les services de bus d’au moins 50%. Le rapport estime que cette tendance est le résultat de la baisse des crédits alloués aux collectivités territoriales par le gouvernement central, et que ces « années d’austérité » ont eu un impact sur les services de transports locaux. Au Royaume-Uni, le bus est le moyen de transport en commun le plus fréquemment utilisé, bien que son utilisation en dehors de Londres suive actuellement une tendance à la baisse (2,13Md de déplacements en 2018 contre 2,41Md en 2008). En septembre, le gouvernement a annoncé un financement exceptionnel de 220 M£ pour les services de bus et s’est engagé à élaborer une stratégie nationale pour les bus et leurs financements.



Facebook accepte de payer 500 000£ suite au scandale Cambridge Analytica – Facebook a conclu un accord avec l’ICO (CNIL britannique) par rapport à l’affaire Cambridge Analytica. Le réseau social américain abandonne la procédure d’appel contre l’amende qui lui était infligée, mais ne reconnaît pas sa responsabilité dans l’affaire. Les 500 000£ qu’il a accepté de payer à l’ICO représentent la sanction maximale alors applicable à l’époque (pré-RGPD). Facebook fait également les gros titres pour avoir annoncé qu’il autoriserait la publicité politique sur sa plateforme en période électorale, contrairement à Twitter, qui vient d’annoncer bannir toute publicité politique à partir de novembre, à l’aube des élections britanniques.

Vodafone inaugure son nouveau hub numérique à Londres – Le maire de Londres Sadiq Khan a inauguré Speechmark, nouveau hub numérique de Vodafone à Londres, qui compte 1000 employés. L’opérateur télécom britannique en a profité pour promouvoir le déploiement de la 5G et ses retombées économiques et pour annoncer qu’il sera le premier opérateur à tester l’installation de la 4G dans le métro londonien, en partenariat avec TfL (Transport for London). Sadiq Khan entend faire de la 5G le moteur de la future génération d’innovations digitale, et le facteur qui fera de Londres une ville pionnière en matière de progrès technologique.

Un fonds de private equity américain rachète l’entreprise britannique Sophos pour 3,1Md£ – Le fonds de private equity Thoma Bravo débourse 3,1Md£ pour acquérir l’entreprise en cybersécurité Sophos. Créée en 1985 à Abingdon à proximité d’Oxford, elle compte 3 400 employés. L’entreprise est cotée sur le London Stock Exchange depuis 2015. Elle développe des solutions logicielles pour protéger les organisations en cas de cyberattaque. Elle a notamment soutenu la NHS au moment de la cyberattaque WannaCry en 2017.

Bayer ouvre un centre de recherche au Royaume-Uni, spécialisé en intelligence artificielle – La société pharmaceutique allemande étend son réseau de centres de recherche au Royaume-Uni. Le nouveau bureau sera spécialisé dans l’utilisation de l’intelligence artificielle pour la découverte de médicaments et le diagnostic de pathologies. Ce nouveau centre rapproche l’entreprise de son partenaire britannique spécialisé en santé et intelligence artificielle Sensyne Health, avec qui elle travaille depuis cette année sur la recherche de médicaments contre les maladies cardiovasculaires.

L'utilisation de la reconnaissance faciale pour le contrôle d'identité fait polémique – Le ministère de l'intérieur britannique a admis avoir déployé un système de reconnaissance faciale pour le contrôle de photos de passeport dont la technologie n'était pas assez performante pour systématiquement reconnaître les passagers à la peau très claire ou très foncée. Des associations de défense des droits des citoyens ont critiqué le système, que le gouvernement a néanmoins jugé suffisamment performant pour être utilisé.



Les ratés de l'externalisation public-privé auraient coûté 14 Md£ à l'État depuis 2016 – Selon le think-tank Reform, les contrats d'externalisation public-privé mal exécutés du secteur public auraient [coûté](#) au moins 14,3 Md£ au contribuable au cours des trois dernières années. Le groupe de réflexion a également appelé à la création d'un nouvel organisme de réglementation avec un pouvoir d'intervention en cas de dysfonctionnements manifestes. Environ un tiers du budget du gouvernement, soit 292 Md£ par an, est consacré à l'achat de services auprès du secteur privé et des associations.

Les cabinets du Big 4 ont renforcé leur position dominante dans le FTSE 100 en 2018 – Les cabinets du Big 4 ont [renforcé](#) leur position dominante sur le marché du FTSE 100, qu'ils audient maintenant à 100 %, contre 96 % en 2017. Les Big 4 auraient d'autre part failli à réduire la part de leurs prestations de conseil non audit proposés à leurs clients audités [selon](#) le FRC, qui note également que ces cabinets ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 4,7 % cette année (les cabinets hors Big 4 ont quant à eux vu leur chiffre d'affaires diminuer de 8,1 % sur la période). Ces annonces interviennent dans un contexte où le gouvernement est déjà accusé de retarder la réforme du secteur – le gouvernement précédent s'était notamment engagé à créer un nouveau régulateur comptable, l'*Audit, Reporting and Governance Authority* (ARGA), avec plus de pouvoirs d'enquête et de sanction. Le *Financial Times* suggère que la réforme, qui n'a pas été mentionnée dans le discours de la reine cette année, pourrait être repoussée dans le temps et avoir un format moins ambitieux que prévu.

Les parlementaires accusent PwC et EY de complicité dans la faillite de Thomas Cook – Les députés de la Chambre des communes ont [critiqué](#) le rôle des deux cabinets d'audit dans la faillite du voyageur, suggérant qu'ils auraient fait preuve de négligence dans le traitement comptable de certains actifs. Les députés ont en outre accusé PwC, auditeur du voyageur de 2007 à 2016, de conflit d'intérêt au moment où le cabinet conseillait le groupe sur la rémunération de ses dirigeants. EY, auditeur du groupe de 2017 jusqu'à sa faillite le mois dernier, fait par ailleurs l'objet d'une enquête du régulateur comptable (FRC) pour son audit réalisé en 2018.

Le FRC alerte sur le manque de femmes associées dans les cabinets d'audit – Le régulateur comptable, qui [constate](#) dans un rapport à paraître que les femmes ne représentent que 17 % des associés, souligne le paradoxe entre la faible proportion de femmes associées et les programmes ambitieux des cabinets en faveur de la diversité dans le milieu du travail. Le président du régulateur a appelé les cabinets à accélérer la mise en place d'actions concrètes de promotion de la diversité dans les postes séniors. Les cabinets du Big 4 sont régulièrement critiqués pour le manque de mixité et de diversité dans leur structure.



Le Nord-Est de l'Angleterre pourrait être la région britannique la plus affectée en cas de no deal – Le Nord-Est de l'Angleterre pourrait être la région britannique la plus touchée en l'absence d'accord de sortie, principalement en raison de sa dépendance au secteur manufacturier, notamment dans l'automobile. Outre le report des investissements dû à l'incertitude sur l'éventuelle mise en place de droits de douane post Brexit, les dépenses de R&D par tête y sont les plus faibles du RU (environ 300 euros contre 600 au RU) et la productivité par tête est inférieure à 90 % de la moyenne nationale. Enfin, les performances de la région en matière d'éducation sont les

moins bonnes du Royaume-Uni et le taux de chômage y est le plus élevé du pays (5,8 % au T3 2019, par rapport à la moyenne nationale de 3,9 %).

INDUSTRIE

Malgré l'extension, Airbus envisage toujours d'adapter ses plans d'investissement au RU après le Brexit – A l'occasion de la présentation des résultats du troisième trimestre du groupe, Guillaume Faury, PDG d'Airbus, a déclaré que les relations entre l'UE et le RU étaient susceptibles de connaître des changements majeurs et de long-terme. Regrettant ces incertitudes persistantes, il estime qu'Airbus sera contraint d'adapter ses décisions d'investissements futurs à ces évolutions. Le Brexit représente une réelle difficulté pour Airbus, notamment car la Grande-Bretagne constitue sa base de production des ailes. Airbus y emploie plus de 14 000 personnes. Dans le même temps, Airbus a revu à la baisse ses prévisions de livraisons, de 880 à 860 appareils, notamment en raison de retards au sein de son usine d'Hambourg. M. Faury a précisé que le groupe réduisait ses livraisons afin de pouvoir se concentrer sur la résolution de ces problèmes de production avant d'augmenter la production d'A320 à 63 appareils par mois d'ici 2021. Si une réduction des prévisions de livraisons pourrait entraîner des tensions sur les flux de trésorerie disponibles, la commande de 300 avions passée par IndiGo, plus importante compagnie aérienne indienne, renforce la position d'Airbus face à Boeing.

La fin de la période d'exclusivité dont bénéficiait Ataer Holding fragilise la reprise de British Steel – Les négociations entre le fonds de pension turc et les fournisseurs de British Steel n'ayant pas abouti, la période d'exclusivité de 10 semaines dont bénéficiait Ataer Holding s'achève sans qu'une offre de sauvegarde ne soit finalisée. En effet, il semblerait que le groupe ait considéré que l'offre de prix des principaux fournisseurs de British Steel était trop élevée par rapport aux prix du marché et qu'une réduction des prix des fournisseurs constituait une condition préalable à toute reprise. Le Liquidateur public est ainsi aujourd'hui en négociations avec le groupe Liberty House ainsi que le groupe sidérurgique chinois Jingye –ce dernier entendant envoyer une délégation visiter l'usine de Scunthorpe la semaine prochaine. Dans le même temps, *Network Rail*, gestionnaire et propriétaire des infrastructures ferroviaires britanniques, a annoncé qu'il diminuerait le volume de ses commandes de voies ferrées à British Steel. *Network Rail* a toutefois cherché à remédier aux difficultés financières de British Steel, en avançant ses commandes et en proposant d'étendre d'un an son contrat actuel, initialement prévu pour prendre fin en 2021.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gov.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, climat, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gov.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)